

Incendies en Gironde Le temps du retour



Dans son camping du Pyla qui a brûlé, le patron des Flots Bleus ne peut que constater l'ampleur des dégâts. FRANCK PERROGON/«SUD OUEST»

LE FAIT DU JOUR

Hier, des évacués ont été autorisés à rentrer chez eux. Le soulagement succède à la peur. Côté forêt, les incendies de Landiras et de La Teste marquent le pas mais les pompiers restent sur le qui-vive

Pages 2-3 et 9 à 11

Du Pyla à Cabanac-et-Villagrains

Hier après-midi, les habitants de la partie nord du boulevard de l'Océan, au Pyla, puis ceux de Cabanac-et-Villagrains en Sud-Gironde, ont été autorisés à réintégrer leur domicile

Daniel Bozec et Louis Valleu
gironde@sudouest.fr

La nouvelle est tombée aux alentours de 15 h 30, hier. En point presse, la préfète de Gironde Fabienne Buccio a affirmé qu'« il a été décidé d'une réintégration partielle » du Pyla, confirmant un possible retour des habitants au nord du boulevard de l'Océan à partir de 17 heures. Cette zone qui s'étend du rond-point du club de voile à celui précédant l'hôtel Ha(a)ïtza « correspond à environ 3 000 personnes », selon le maire de La Teste-de-Buch, Patrick Davet.

Sur place, la situation est très calme. « On a même ouvert la route une heure plus tôt que prévu », confie un policier se trouvant en amont de la zone auparavant fermée. Aux alentours de 17 heures, les voitures n'affluent pas, loin de là. Certaines se croisent, de manière très occasionnelle. Les places de parking présentes tout le long de ce boulevard sont pour majoritairement vides, quand la plupart des portails restent clos. Peut-être des résidences secondaires dont les propriétaires ne reviendront pas. Ici, la vie semble reprendre progressivement.

« Rien n'a changé »

Le portail d'Éric, lui, est bien ouvert. Cet habitant du Pyla depuis quinze ans nettoie sa voiture avec un tuyau d'arrosage. « Il y avait quelques feuilles brûlées dessus », décrit-il. Dans une boîte en plastique transparente, il conserve précieusement l'ensemble des feuilles et écorces noires qu'il a pu ramasser dans son jardin. « Je vais les garder précieusement en souvenir », explique-t-il en y ajoutant une nouvelle écorce brûlée trouvée par terre. « Mais à part ça, rien n'a changé », affirme-t-il entre deux touches d'ironie témoignant

d'une certaine sérénité. Même son de cloche pour Pascal, vacancier venu de Haute-Savoie. « Tout est comme le jour où on est parti », avance-t-il. Pour lui, pas besoin de nettoyer son jardin ou de taper son tapis. « Je m'attendais même à être autorisé à revenir plus tôt », admet celui qui a appris la nouvelle par l'intermédiaire de son propriétaire et qui rentrait d'une balade à voiture.

Peu avant l'hôtel Ha(a)ïtza, des policiers bloquent encore deux rues. « Il y a deux à trois personnes qui viennent toutes les dix minutes pensant qu'elles peuvent revenir dans des zones qui restent inaccessibles », constate l'un d'entre eux. Lors de son point presse, Fabienne Buccio a néanmoins assuré comprendre « l'impatience de ceux n'ayant pas encore réintégré leur domicile ». C'est-à-dire la partie sud du Pyla, Cazaux et les Miquelots.

La hantise à distance

Une porte-fenêtre grande ouverte sur le jardin, des voix qui s'échappent. Virginie et sa fille Emma, 8 ans, sont parmi les premiers habitants de Cabanac-et-Villagrains à avoir regagné leur maison, hier soir, une heure et demi après l'annonce presque surprise du sous-préfet de Langon : la commune, à l'exception du hameau des Jeannots et d'une habitation excentrée près de la zone de feu, est le seul des quinze villages évacués dans le Sud-Gironde rendu à ses administrés. S'y ajoute toutefois le hameau de Douence, à Saint-Magne, soit 2 500 habitants au total.

Virginie et Emma n'étaient pas tout à fait des évacuées : en vacances en Espagne depuis trois semaines, elles ont vécu la hantise de l'incendie à distance. De retour dans la nuit, elle n'auront passé qu'une journée d'attente avant d'apprendre l'heureuse nouvelle. « C'est peut-être



Il y a Éric qui nettoie sa voiture, Florence qui souffle enfin et les ruines au pied de la dune.

FRANCK PERROGON/DANIEL BOZEC/« SUD OUEST »

le cierge qu'on a allumé à Saragosse qui nous a porté chance... »

Précautions

Hier matin, alors que l'incendie en Sud-Gironde, 13 800 hectares brûlés, marque le pas à défaut d'être fixé, le sous-préfet de Langon Vincent Ferrier avait usé de toutes les précautions à l'heure d'évoquer « la possibilité des re-

tours de la population », commune par commune, en tout état de cause dans « des secteurs limités ».

Une première liste devait être arrêtée ce matin. Cabanac-et-Villagrains, tout au nord de la zone touchée par le feu, aura ouvert la voie quelques heures plus tôt, à la grande satisfaction de la maire Anne-Marie Caussé : « Toutes les conditions étaient réunies, no-

tamment l'orientation du vent. » Dans sa ville, les fenêtres se sont rouvertes peu dans la soirée, les voitures se succédant aux patrouilles de gendarmerie.

Double soulagement

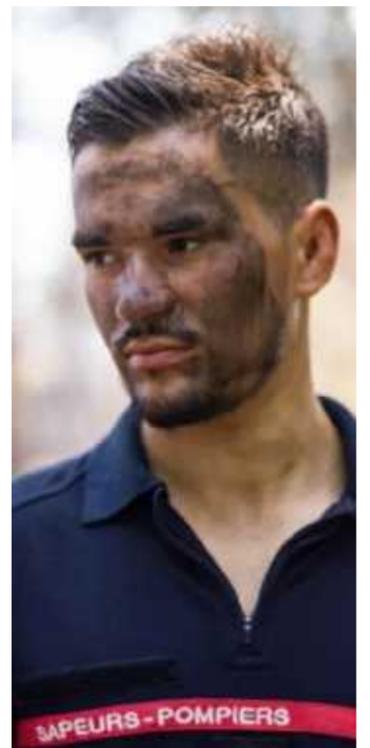
Yann, 35 ans, au volant de sa Twingo sur la place de la mairie, a appris la nouvelle au détour du « convoi de 18 heures », c'est-à-dire le créneau horaire autori-



La surveillance reste de mise à Louchats. CLAUDE PETIT/« SO »



Avant et après l'incendie qui a ravagé un camping au pied de la dune du Pilat. F. PERROGON/« SO »



À Hostens, aussi, les pompiers sur le qui-vive. C. P./« SO »

s, la vie reprend calmement



sant les habitants dûment inscrits à chercher des effets personnels ou nourrir leurs animaux. « J'ai pris le temps d'arroser le potager. Je retourne une dernière fois chez les amis qui m'ont hébergé à Léognan, et ensuite je rentre. Je veux dormir dans mon lit. » Son soulagement est double : « Au début il y avait des inquiétudes par rapport au feu, ensuite par rapport aux cambriolages... ça circulait sur les réseaux sociaux. »

Évacuée deux fois, d'abord de

son domicile au Roy, un hameau « à 500 mètres du feu », ensuite de la maison de son père, près du bourg, Florence souffle enfin, son Yorkshire Stormy sous le bras.

« Je suis super-heureuse, Je passais mon temps à chercher des choses. À force de bouger, on perd tout. » Sa maison semble loin de tout, au coin d'un sous-bois d'acacias. Au-dessus des têtes, deux Canadair filent vers le sud, les soutes remplies d'eau de la Garonne.

6 000 personnes ont retrouvé leurs habitations

Est-ce le début de la fin ? Hier, les deux incendies qui ont ravagé 7 000 hectares de forêt à La Teste-de-Buch et 13 800 hectares à Landiras depuis le 12 juillet n'ont pas progressé, mais « ne sont pas pour autant fixés », a précisé la préfecture. À La Teste, le feu n'avancé plus mais des foyers restaient actifs notamment dans la forêt usagère. La route départementale D218 est partiellement rouverte à la circulation (la partie Sud restant coupée).

La D115 rouverte

À Landiras, le feu restait contenu mais des éclosions étaient toujours présentes sur 15 kilomètres de lisières sur la zone sud-ouest, traitées au fur et à mesure par les équipes au sol et les moyens aériens. La route

départementale D115 sur la commune de Bourideys qui a été coupée hier par prévention est aujourd'hui rouverte à la circulation.

La fin de journée d'hier a également été marquée par le retour de populations dans leurs foyers. À La Teste, 3 500 habitants d'une partie du quartier du Pyla, au nord de la RD218 ont pu regagner leur logement.

Côté Landiras, les autorités ont rouvert trois secteurs à la population : la commune de Cabanac et Villagrains (sauf le hameau des Jeannots), une partie de la commune de Budos, les hameaux de Douence et du Marta sur la commune de Saint-Magne. Ainsi, environ 2 500 personnes ont pu regagner leur logement hier soir.

« De ces feux extrêmes, il y en aura d'autres, il faut nous y préparer »

Directeur de recherches à l'Institut national de la recherche agronomique (Inrae), Éric Rigolot revient sur l'importance de la prévention



Éric Rigolot. INRAE

Qu'est-ce qui caractérise les incendies qui enflamment la Gironde alors que le premier a lieu dans la forêt usagère de La Teste-de-Buch et le second dans la forêt cultivée de Landiras ?

Nous ne sommes pas, dans ces deux cas, face à des incendies conventionnels mais à des situations de feux extrêmes liées aux conditions climatiques extrêmes : à savoir la conjonction de la sécheresse et de la canicule qui extrait l'eau du sol en quantités importantes via la transpiration des plantes. Dans ces conditions, tout brûle, que l'on est affaire à de la sylviculture ou de la végétation non entretenue, de la monoculture ou de la polyculture. Ces feux-là sont d'une magnitude supérieure aux capacités de lutte. Il faut alors basculer dans un concept de limitation des dommages et des victimes plutôt que dans la limitation de la propagation du feu...

A-t-on affaire à ce que l'on appelle un « méga feu » ?

Nous, scientifiques, préférons parler de « feu extrême », car le mot « méga » renvoie à une question de taille. Or ces feux sont extrêmes pas seulement en surfaces, mais aussi de par leur puissance, les dommages qu'ils engendrent, leurs impacts sur le territoire. Et on y intègre l'incapacité à lutter avec des moyens conventionnels. Et au regard de ce dernier point, malgré le courage et le travail des sapeurs-pompiers sur place et les moyens logistiques mis en œuvre, nous avons affaire à deux feux extrêmes.

Comment a-t-on basculé dans ce feu extrême ?

Nous sommes dans une cascade de risques avec notamment sur Landiras, une forêt replantée après les tempêtes Martin et Klaus. Une forêt jeune et très dense, avec du combustible depuis le sol jusqu'aux cimes...

Qui brûle jusqu'à quand ?

Si on veut rester optimiste et il faut essayer de l'être, on peut tabler sur la conjonction d'une baisse de la canicule, du renfort des moyens de lutte, des coupures de combustibles (création de pare-feu) et du facteur chance sur le retournement des vents. Avec un objectif en point de mire : protéger les populations. De manière plus pessimiste, on peut craindre que la surface forestière touchée s'agrandisse encore...



Le 16 juillet dernier, en Sud-Gironde. LAURENT THEILLET/« SUD OUEST »

Les contre-feux font désormais partie de la lutte quand ils sont restés bannis pendant plusieurs décennies après avoir été possiblement à l'origine de 80 décès lors de l'incendie de 1949. Est-ce un moyen sûr et réellement efficace ?

Tout d'abord, l'incrimination des contre-feux dans les décès de 1949 est loin d'être démontrée. À mon sens cette méthode a été injustement bannie. Elle a été réhabilitée en 2004 et a donné lieu à une formation spécialisée. Aujourd'hui, nous avons des professionnels agréés pour réaliser ces feux

« Il faut d'abord que tous les acteurs s'impliquent dans la prévention, y compris les résidents »

tactiques. Le principe est le suivant : on allume un contre-feu à l'avant du feu principal, le long d'une zone d'appui telle une lisière. Le feu principal va aspirer le secondaire. À la rencontre des deux, il n'y a plus de combustible, l'incendie baisse alors en intensité voire s'éteint. La méthode s'inspire du brûlage dirigé que l'on va pratiquer l'hiver, comme technique de débroussaillage.

Au regard de ce que vit depuis une semaine le massif des Landes de Gascogne, quelles mesures préventives doivent être mises en œuvre ?

Il faut d'abord que tous les acteurs s'impliquent dans la pré-

vention y compris les résidents qui ont obligation légale à débroussailler autour de leur résidence. Il faut que la forêt et les risques d'incendie soient pris en compte dans toutes les facettes de l'aménagement du territoire, dans la politique d'urbanisme, la politique énergétique, la politique rurale. Parallèlement, à l'Inrae, nous travaillons sur un modèle probabiliste des épisodes à risque extrême dans le Sud-Ouest à l'image de celui mis en place dans le Sud-Est. On va prendre en compte des données climatiques, des données météorologiques mais aussi des caractéristiques de la couverture végétale et sur la base statistique des feux passés, on va prévoir le nombre de feux et les surfaces susceptibles d'être brûlées.

Quelles mesures doivent être prises en appui de ces prévisions ?

On va commencer par des campagnes d'information des populations pour qu'elles prennent conscience du facteur risque. On peut envisager des fermetures de massif, pendant quelques jours, mais également prépositionner des moyens sur sites, et d'organiser des attaques aériennes notamment sur des feux naissants.

Peut-on craindre des impacts de ces incendies sur la biodiversité locale ?

Je ne suis pas un spécialiste de ces questions. On peut néanmoins craindre des phénomènes éoliens, des vents de sable sur la dune du Pilat. La dune souffrira...

Recueilli par Valérie Deymes

Gironde

INCENDIE SUR LE BASSIN D'ARCAÇON

Forêt usagère : une sénatrice écologiste menacée de mort

La sénatrice girondine EELV Monique de Marco a porté plainte hier pour menaces de mort. Un post où elle se félicite d'avoir empêché le plan de gestion de la forêt usagère a agité la toile. La réalité est un peu plus complexe

Xavier Sota

x.sota@sudouest.fr

C'est un autre incendie, cette fois virtuel, qui s'est déclenché en marge des feux géants qui ravagent le massif forestier girondin depuis une dizaine de jours. Des centaines de messages sur les réseaux sociaux mettent en cause les écologistes en général et la sénatrice girondine EELV Monique de Marco en particulier. Ils sont accusés d'avoir empêché des aménagements dans la forêt usagère de La Teste, aujourd'hui détruite à plus de 80 % et régie par des règles héritées du Moyen Âge.

En cause, une vidéo du mois de juillet 2021 postée par Monique de Marco, sénatrice écologiste de la Gironde, lors de la séance de question au gouvernement au Sénat. Son intervention est accompagnée d'un commentaire où elle se félicite d'avoir fait reculer le gouvernement pour l'application d'un plan de gestion de la forêt usagère de La Teste.

Ce post est opportunément ressorti à la faveur des incendies, entraînant polémiques et invectives dont les réseaux sociaux ont le secret. Le ton est virulent, à tel point que la sénatrice a reçu des menaces de mort. « Je suis un bouc émissaire injustement accusée. Dès dimanche, j'ai fait des signalements à Facebook et Twitter. Des messages ont été supprimés, mais certains sont très menaçants, la police s'est en saisie.



La forêt usagère de La Teste est détruite à 80 %. GUILLAUME BONNAUD / « SUD OUEST »

C'est une polémique injuste sur fond d'acharnement contre les écologistes», estime la sénatrice.

Un statut unique en France

Pour bien saisir le cadre du débat, il faut se pencher sur le statut unique en France de la forêt usagère de La Teste. Elle est régie par un texte qui date du XV^e siècle, les « Bailleurs et transactions ». Elle appartient à une centaine de propriétaires, mais les « usagers » y ont aussi des droits. Ils peuvent y puiser du bois de chauffage et du bois d'œuvre quand les propriétaires des parcelles ne peuvent, eux, que récupérer la résine des pins qui y poussent.

Quatre syndics sont en place

pour gérer la forêt (deux représentants des propriétaires, deux représentants des usagers). Sauf qu'un conflit oppose propriétaires et usagers autour de l'interprétation des textes du XV^e siècle. L'affaire s'envenime il y a deux ans quand une association de propriétaires dépose un plan de gestion pour que le droit forestier classique s'applique et donc pour obtenir le droit de pouvoir commercialiser son bois. Il s'agissait d'exploiter la forêt, non pas de tracer des pistes d'accès pour les pompiers ou construire des pare-feu.

Dans ce conflit, chacun est appelé à se positionner. La puissante association Addufu, l'Association de défense des droits

d'usage et de la forêt usagère, mène la fronde. Et trouve le soutien de plusieurs politiques. Notamment la députée (LREM aujourd'hui Renaissance) Sophie Panonacle ou encore le maire LR de La Teste Patrick Davet, une délibération du conseil municipal de juin 2021 s'opposant au plan proposé. Ce combat des usagers trouve également un écho favorable chez les écologistes de Gironde. Notamment la sénatrice Monique de Marco.

Une décision prise avant

Cette fameuse vidéo de l'écologiste, qui date de juillet 2021, a embrasé le débat. Mais là encore, l'affaire est subtile. Car la sénatrice s'est en réalité attribuée



Monique de Marco.

STEPHANE LARTIGUE / « SO »

une victoire, qui n'était pas la sienne. La décision de ne pas valider ce plan de gestion simple a en fait été prise un mois avant son intervention au Sénat. Dans une lettre datée du 21 juin 2021 répondant à un courrier de Sophie Panonacle, Barbara Pompili, alors ministre de la Transition écologique, explique avoir décidé de « surseoir à toute décision sur le plan simple de gestion ».

« Quand je pose la question au gouvernement, j'ignore que la députée Sophie Panonacle a déjà obtenu des réponses », explique aujourd'hui Monique de Marco. Dans sa réponse, la ministre annonce qu'elle diligente une mission d'inspection sur la forêt usagère de La Teste. Ses conclusions ont été rendues en début d'année. Ce rapport confirmait le droit des usagers et pointait l'impérieuse nécessité d'engager des travaux pour se prémunir des incendies. Un recours de l'Addufu a retardé le démarrage des travaux. Ils ont débuté la veille de l'incendie. Trop tard.

LANDIRAS / LA TESTE-DE-BUCH

Où les pompiers se ravitaillent-ils en eau ?

L'accès à l'eau est un élément capital pour les pompiers. Ils disposent de nombreux points d'approvisionnement

« Le ravitaillement en eau n'est pas un sujet », pose d'emblée Jean-Luc Gleyze, le président du Département de la Gironde. Une manière de couper court aux éventuelles polémiques qui pourraient voir le jour sur l'approvisionnement des pompiers alors que les incendies continuent de ravager des milliers d'hectares de forêt.

Avant de partir en intervention, les pompiers savent d'avance où ils peuvent se ravitailler. Tous les points d'eau sont repérés en amont. Le massif des Landes de Gascogne est quadrillé de pistes et équipé de points d'eau sur lesquels les pompiers peuvent se brancher. Le Plan de protection des forêts

contre les incendies pour la période 2019-2029 recense ainsi en moyenne 1,58 point d'eau pour 500 hectares de forêt dans le massif. En plus des classiques poteaux à incendies, il existe des réserves d'eau stockées dans de grandes bâches spécialement équipées avec une prise pour alimenter les camions. On les trouve principalement dans les secteurs où le réseau d'eau potable est peu développé.

Puiser dans les lacs

Pour les incendies en cours, dans le secteur de Guillos, les camions de pompiers se ravitaillent notamment dans les anciennes gravières qui ont été transformées en lac. Ils disposent pour

cela d'un équipement spécifique, un véhicule traction hors route alimentation (VTHRA) qui se positionne près d'un point d'eau. Il peut recharger jusqu'à quatre camions en même temps grâce à sa motopompe associée.

Sur l'incendie de La Teste, le lac de Cazaux fournit principalement la ressource en eau. Les Canadair comme les camions s'y rechargent. Dans le Sud-Gironde, les avions bombardiers d'eau se ravitaillent sur la Garonne à hauteur de Beautiran. Ils absorbent l'eau en passant au-dessus. Enfin, dans l'urgence, les pompiers puisent l'eau où ils la trouvent. Quand le feu était particulièrement virulent, ils ont ainsi « vidé



Les camions peuvent pomper l'eau partout où ils la trouvent.

DÉPARTEMENT DE LA GIRONDE

une piscine dans le secteur d'Origne », indique Jean-Luc Gleyze qui est aussi le président

du Service départemental d'incendie et de secours. **Stéphanie Lacaze**

INCENDIES EN GIRONDE

« Sans eux, on n'y serait pas arrivés »

Juchés sur leur tracteur, équipés de précieuses tonnes à lisier remplies d'eau, ces agriculteurs n'ont pas ménagé leur peine pour arroser les pare-feux et ravitailler les pompiers

Daniel Bozec
d.bozec@sudouest.fr

Mercredi soir, 21 heures, hameau de Batsères, à Landiras. Le feu ne menace plus et autorise un peu de répit autour d'un apéro. Christophe Spagnol, 46 ans, savoure sa bière. « Ici, on s'est fait des amis. Quand je vous dis ça, je n'ai pas la larme à l'œil, mais pas loin... » Il est l'un de ces agriculteurs qui sont venus prêter main-forte aux pompiers, remplissant au plus près des flammes les camions-citernes grâce à leur tonne à lisier ou noyant sous l'eau des kilomètres de pare-feu.

Une seconde ligne improvisée, aux côtés des agents, propriétaires terriens et particuliers de la Défense des forêts contre l'incendie (DFCI), et unanimement saluée. Qui d'autre qu'un agriculteur dûment équipé pouvait servir sur un plateau 5 000 ou 6 000 litres d'eau ? La chaîne solidaire s'est mise en branle dès vendredi soir, lorsque Michaël Massignani, éleveur à Landerrouet-sur-Séguir, près de La Réole, a appris par connaissance interposée qu'un habitant de Landiras, contraint d'évacuer, ne se voyait pas « laisser brûler sa maison sans rien faire ».

Des kilomètres à la ronde

« On lui a demandé s'il voulait qu'on vienne avec la tonne à lisier remplie d'eau... Ça a commencé comme ça. On n'est pas pompier, on est sur l'arrière du feu. Mais il couve dans la tourbe, on l'empêche de revenir. » Et, « de fil en aiguille », d'autres agriculteurs ont rallié l'équipe. Lucas, le fils de Michaël, Benjamin de Grenier, exploitant à Rimons, ou encore Christophe Spagnol, de Montignac-Toupinerie, près

de Miramont-de-Guyenne (47). Deux heures de trajet, tard dimanche soir, juché sur son tracteur, sans la moindre hésitation. La première nuit, il a dormi « 1 h 30 » dans sa cabine ; la seconde, à la belle étoile « sur un matelas pneumatique » ; la troisième, il a été hébergé dans le hameau.

Le renfort des citernes par les civils, c'est la première fois que je vois ça en trente ans »

Conduits au quartier général de la DFCI locale à Landiras, à Batsères, conseillés par Stéphane Cabannes, bénévole de l'association syndicale et accessoirement pompier professionnel, les agriculteurs se sont attelés non seulement à l'arrosage en profondeur du pare-feu du secteur, « à dix-quinze kilomètres à la ronde », cumulant en cinq jours « des centaines de bornes », mais aussi au ravitaillement des camions-citernes, sur demande expresse des pompiers à l'attaque du feu : « L'autre soir, il a fallu aller à Hostens à 23 heures et on est rentrés à 2 h 30... »

« Aide précieuse »

La fatigue a beau se faire sentir dans les rangs, reste le sentiment d'avoir été utile. « On a fait ce qu'on a pu, et peut-être un peu plus. » À l'ouest de la route de Batsères, le feu laisse d'immenses saignées de cendres dans la forêt. À l'est, « c'est encore vert, et si ça ne l'était pas, on serait mal. Sans eux, on n'y serait pas arrivés », souffle un agent de la DFCI, 1,5 kilomètre plus loin, il y a les installations des Grands



Agriculteurs en renfort, agents et bénévoles de l'association de Défense des forêts contre l'incendie, ils ont tenu à poser ensemble devant le rang de tracteurs, mercredi soir. D.B.

chais de France, 550 salariés.

« Le renfort des citernes par des civils, c'est la première que je vois ça en trente ans », salut un pompier de l'Essonne croisé mercredi matin, à Guillos. « C'est une aide précieuse. Quitter une zone de feu, rejoindre un point d'eau, remplir le CCF [camion-citerne feux de forêt], c'est 30 minutes en moyenne. 30 minutes loin des flammes et une énorme logistique. Là, on peut arroser quasiment en continu. On remplit le camion en trois minutes. » Et de rajouter : « L'autre jour, il y avait un problème de compatibilité d'embout entre un camion de pompiers et un engin agricole. L'agriculteur est reparti

souder une pièce chez un ami. C'était nickel. Cette solidarité et cette débrouillardise m'impressionnent. »

« Critiqué toute l'année »

Une courte vidéo d'arrosage de piste partagée sur le profil Twitter de la Chambre d'agriculture de la Gironde a atteint 1,2 million de vues. Elle donnera sans doute du baume au cœur à ces agriculteurs, prompts à rebondir sur l'image qui serait donnée d'eux : « On est des amoureux de la nature, contrairement à ce que l'on entend. On préfère agir plutôt que de faire de beaux discours », défend d'emblée Christophe Spagnol. « On est assez cri-

tiqués tout au long de l'année », soupire en écho Michaël Massignani.

Mercredi soir, l'heure était a priori au retour définitif dans leur exploitation respective. « Ils ont fait des sacrifices pour aider des gens qu'ils ne connaissaient pas. Le carburant, c'est eux qu'ils l'ont payé et ils ont laissé leur travail derrière eux. De vraies valeurs. Et ça ne court pas les rues », loue Stéphane Cabannes, le pompier. Christophe Spagnol s'excuse, il a un mot à rajouter, avant de reprendre la route du Lot-et-Garonne : « Sans ma femme, je ne serai pas là. C'est elle qui s'occupe de l'exploitation pendant ce temps... »